

Compte rendu du Conseil Municipal

Lundi 7 mars 2016

Le sept mars de l'an deux mil seize, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-François RAVOT, Maire.

Date de la convocation : Jeudi 3 mars 2016

Présents : AUBRY Catherine, MARTIN Colette, GIROD Marie-Pierre, MATHIEU Catherine, HERREROS Y GOMEZ Elodie, MAZENC-NEHR Sophie, CHIGGIATO Paolo. DURAFFOURG Guy, LEYVRAZ Thierry, LETSCHER Robin, RAVOT Jean-François, SAITTA Carmelo, TISSOT Patrick,

Secrétaire de séance : MARTIN Colette

Début de la séance : 20 heures

I. Approbation du compte-rendu de la séance du 8 février 2016

Approuvé à l'unanimité

II. Délibérations :

1- Budget primitif 2016

Le conseiller municipal en charge des finances présente au Conseil municipal le budget primitif 2016 qui peut se résumer comme suit :

Dépenses de fonctionnement : 1 936 602,92 €

Recettes de fonctionnement : 1 936 602.92 €

Dépenses d'investissement : 2 747 495.39 €

Recettes d'investissement : 2 747 495,39 €

Approuvé à l'unanimité

2- Réalisation d'un prêt de 1'000'000 € auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement de la section d'investissement 2016.

Une consultation a été lancée auprès de différents organismes bancaires, et il en ressort que l'offre de la Caisse d'Epargne est la plus avantageuse.

	<u>Caisse d'Epargne</u>	<u>Crédit Agricole</u>	<u>Banque Populaire</u>	<u>Banque Postale</u>
Durée	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans
Montant	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Taux	1.91 %	1.95 %		

Pour le financement de cette opération, le maire de la commune de Chevry est donc invité à réaliser auprès de la Caisse d'Epargne, un emprunt d'un montant de 1'000'000 Euros et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Durée du prêt : 20 ans
- Périodicité des échéances : annuelles
- Taux d'intérêt fixe annuel : 1.91 %
- Amortissement : progressif

Approuvé à l'unanimité

3- Définition des objectifs et modalités de la concertation préalable à la création d'une zone d'aménagement concertée

Madame MATHIEU Catherine ne prend pas part aux discussions, ni au vote.

Monsieur le conseiller municipal en charge de la commission « Centre-Bourg » expose ce qui suit :

Chevry appartient à l'agglomération transfrontalière du Grand Genève et a souhaité engager une réflexion sur le développement de son centre bourg. En déclinaison des objectifs affichés dans son PLU, le projet concerne une zone de 5 ha comprenant à la fois la reconversion de la friche d'une ancienne coopérative agricole ainsi que des secteurs d'extension urbaine à vocation résidentielle.

Une consultation sous forme d'un dialogue compétitif a permis de désigner une équipe de Maîtrise d'œuvre urbaine dont le projet de base a été retenu.

Considérant que la commune ne maîtrise pas le foncier inhérent à ce périmètre ;

Considérant la nécessité de sécuriser la démarche de création du centre bourg dans un délai relativement court ;

Monsieur le Maire indique qu'il apparaît opportun d'envisager la création d'une opération d'aménagement dans le cadre d'une procédure de ZAC (Zone d'Aménagement Concertée).

Dans le cadre de cette procédure et conformément aux dispositions de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, il convient d'engager la concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sur la base des objectifs suivants :

- Création d'une zone de centralité résidentielle d'environ 150 logements intégrant :
 - des m2 commerciaux
 - des équipements publics : extension du groupe scolaire, centre de loisirs, marché couvert, etc.
 - une crèche privée en pied d'immeuble (éventuellement).

Monsieur le Maire rappelle qu'au terme de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la collectivité. Il propose donc que cette concertation s'établisse comme suit :

- Concertation avec les habitants :

La concertation répond à des principes de transparence, de démocratie, d'égalité et de développement durable. La concertation doit rencontrer un large public, tous ceux susceptibles d'être intéressés.

La concertation n'est pas une codécision mais permet de prendre un avis, de consulter, de projeter ensemble.

Cinq niveaux cumulables de concertation seront mis en œuvre :

1. Ateliers participatifs qui permettent de vraiment intégrer les composantes locales et les attentes de la population, primordiales pour une réflexion sur la centralité. Ces ateliers seront au nombre de 3
2. Concertation avec le public ciblé
3. Réunions publiques
4. Publication dans « Les Reflets », journal communal, - au moins une fois par an - des informations sur l'avancée des études
5. Affichage en mairie

Considérant que la procédure de ZAC est celle dont l'intention est retenue comme outil d'aménagement ;

En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'approuver les objectifs poursuivis pour le projet d'aménagement et d'engager la concertation préalable à ce projet d'aménagement selon les modalités définies.

Approuvé à l'unanimité

4- Bail emphytéotique sous conditions suspensives entre la SEMCODA et la commune de chevry pour une partie du tènement de l'agence postale cadastrée B 138

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le bail emphytéotique à conclure avec la Société d'Economie Mixte de Construction du Département de l'Ain (SEMCODA).

Ce bail emphytéotique concerne une partie du tènement édifiée sur la parcelle cadastrée B n° 138 à partir du R+1 et les combles afin de permettre la réalisation d'un programme comprenant un logement. La commune reste propriétaire du rez-de-chaussée (bureau de poste). Une division en volumes sera établie au frais de SEMCODA afin d'individualiser les droits de chacun.

La durée du bail est fixée à 52 ans, à compter de la réitération de l'acte authentique de vente.

Le bail est consenti et accepté moyennant un loyer de 1,00 euro (un euro), qui en raison de son caractère symbolique ne sera pas mis en recouvrement.

Approuvé à l'unanimité

5- Mandat au président du Centre de gestion pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance collective

Monsieur le Maire rappelle ce qui suit :

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale, et notamment son article 26 ainsi que le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 autorisent les Centres de gestion à souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L. 416-4 du code des communes et 57 de cette même loi.

Un contrat a été conclu par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ain dans le cadre des dispositions prévues par l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et le décret 88-145 du 15 février 1988, à l'issue d'un appel d'offres réalisé au cours de l'année 2012 dans le strict respect des règles applicables aux marchés publics d'assurance. Le marché a été attribué en dernier lieu à la CNP pour la couverture du risque et à la Société GRAS-SAVOYE pour la gestion et ce, pour une durée ferme de 4 ans qui vient à échéance le 31 décembre 2016.

Ce contrat a donc été mis en place sur les bases suivantes :

- Prise d'effet des garanties au 1^{er} janvier 2013, pour une durée ferme de quatre ans, avec faculté de résiliation annuelle par chacune des parties sous préavis de 6 mois.
- La tarification varie selon le nombre d'agents employés dans la Collectivité et la franchise retenue en maladie ordinaire. Pour les collectivités dont le nombre d'agents employés est supérieur à 19, une tarification spécifique a été proposée en fonction de leur absentéisme.

La consultation à venir doit s'opérer dans un contexte juridique spécifique, en application de l'article 35-I-2° du Code des Marchés Publics. En effet, la consultation des entreprises d'assurances devrait être lancée en procédure négociée, avec publicité préalable et mis en concurrence qui devra paraître au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Dans le respect tant du formalisme prévu par le Code des Marchés Publics que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, le Centre de gestion doit justifier d'avoir été mandaté pour engager la procédure de consultation à l'issue à laquelle les collectivités auront la faculté d'adhérer ou non au contrat qui en résultera. Il le fera dans le respect du code des marchés publics auquel sont soumis les contrats d'assurance, ceci en vue de la mise en place d'un nouveau contrat à effet du 1^{er} janvier 2017 dont il espère un ajustement modéré des taux de cotisation et afin que les collectivités adhérentes au contrat-groupe continuent bien à être couvertes.

Aussi, le Maire propose-t-il à l'assemblée de donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des prestataires potentiels dans le respect du formalisme prévu par le Code des Marchés Publics.

L'assemblée est invitée à examiner les propositions qui viennent d'être formulées.

Approuvé à l'unanimité

6- Convention de participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sport partie ESCO – Année 2015

Monsieur le conseiller municipal en charge de la commission Sport rappelle au Conseil Municipal l'engagement de la commune de Chevry à financer à due proportion les frais de fonctionnement du stade du complexe sportif (ESCO) situé sur la commune d'Echenevex.

Le coût global de fonctionnement pour 2015 évalué par la commune d'Echenevex s'élève à 30'847.63 €.

Ce coût est réparti entre la commune d'Echenevex, Segny et Chevry à proportion du nombre de licenciés à l'ESCO.

Pour Chevry, le montant pour 2015 est de 5'170.99 € pour 29 licenciés.

Cette participation est révisée chaque année, en janvier, selon le budget de fonctionnement du complexe multi-sport, partie ESCO.

Approuvé à l'unanimité

7- Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-Communication de l'Ain – ECLAIRAGE PUBLIC- modernisation d'armoires Eclairage public

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement concernant la modernisation d'armoires d'éclairage public à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

Plan de financement

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	7 300,00 €
Soit montant H.T.	6 083,33 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	1 525,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5	0,00 €
Participation du Syndicat	686,25 €
Article 5	0,00 €
Fonds de compensation de TVA	1 197,49 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune	5 416,26 €
Total :	7 300,00 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Reporté au prochain conseil

8- Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-Communication de l'Ain – Alimentation électrique de 29 logements Chevry Dessous

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement APD concernant l'extension de l'électrification rurale à 29 logements au lieu-dit « Chevry Dessous » à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

PLAN DE FINANCEMENT : A.P.D.

A - Montant des travaux projetés (TTC) : (1)	38 500 €
B - Montant des travaux projetés (HT) :	32 083 €
C - Participation du SIQA (50% du HT) :	16 042 €
D - Récupération de T.V.A.	6 417 €
E - Dépense prévisionnelle restant à la charge de la Commune : 50% du HT (à inscrire au compte 20415 – Subventions d'Equipements aux Organismes Publics – Groupement de Collectivités – Section d'investissement – Dépenses).	16 041 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Reporté au prochain conseil

9- Convention entre la commune de Chevry et le Département de l'Ain pour la réalisation d'un parking avec accès directs sur la RD 984C

Madame le maire-adjoint en charge des Travaux présente à l'assemblée la convention à conclure entre le Département de l'Ain et la commune de Chevry afin de réaliser un parking avec accès directs sur la RD984C. Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation des travaux d'aménagement décrits ci-dessus.

L'aménagement consiste en :

- La création d'un parking avec accès directs sur la RD984C,
- La création d'un passage piéton au sud du giratoire,
- L'aménagement d'espaces verts,
- La mise en place des signalisations horizontales et verticales adaptées,
- L'adaptation du dispositif d'assainissement et l'installation d'avaloirs.

Le financement de l'opération sera assuré par la Commune de Chevry.

La direction des routes du Département de l'Ain sera associée au lancement des travaux par l'intermédiaire de l'agence routière et technique Bellegarde-Pays de Gex.

Approuvé à l'unanimité

III. Divers / Informations :

Jean-François RAVOT :

Décharge

Un arrêté pour l'ISDI sera pris prochainement par la Préfecture.

La CODERST a convoqué l'Entreprise Nabaffa, M. le Maire de Chevry et la CCPG courant mars.

Château de Chevry

Une visite a été organisée pour les élus pour voir l'état du bâtiment. Plusieurs promoteurs intéressés pour acheter l'ensemble (château, ferme, parc) - Affaire à suivre.

Patrick TISSOT :

Une réunion pour la prochaine foulée de Chevry a eu lieu jeudi 3 mars.

Marie-Pierre TISSOT :

Le plafond d'une classe effondré. Nous avons dû déplacer les enfants dans la salle de motricité pour les sécuriser. Affaire à suivre.

Les travaux de réparation ne sont encore pas faits.

Robin LETSCHER :

Nettoyage de printemps du 2 avril 2016

Une réunion de préparation aura lieu dans une quinzaine de jours.

Sophie MAZENC-NEHR :

Un concours Maisons et balcons fleuries sera organisé en 2016.

Le sou de l'école Dolto organisera un marché de plantons et un stand d'informations sera tenu par

Robin LETSCHER courant mai.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21h.30